ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968



CIRCONSCRIPTION DE MONTAUBAN

CANDIDAT de la FÉDÉRATION de la GAUCHE DÉMOCRATE-SOCIALISTE

Citoyennes, Citoyens,

La France traverse présentement une période critique pour la solution de laquelle les représentants du peuple devraient jouer le principal rôle. Or, au lieu de laisser le Parlement accomplir sa misssion, le Président de la République a dissout l'Assemblée Nationale. Sous la IVe République, on renversait trop souvent les gouvernements. C'était une mauvaise chose. Sous la Ve République, on dissout les Assemblées. C'est pire. En effet, depuis le début du régime Gaulliste, aucune Assemblée n'a pu arriver à son terme normal.

IL FAUT QUE LES FRANÇAIS SE DONNENT ENFIN UNE CONSTITUTION VRAIMENT DEMOCRATIQUE OU LES REPRESENTANTS DU PEUPLE FERONT EFFECTIVEMENT LA LOI.

S'il en était ainsi et si dans tous les départements on élisait des députés démocrates et non des soutiens inconditionnels d'un pouvoir personnel autoritaire, nous ne connaîtrions probablement pas les difficultés que nous subissons.

Ce n'est pas la première fois que se produisent dans notre pays des revendications, des manifestations de mécontentement et des grèves. Mais dans un Etat où fonctionne normalement la démocratie parlementaire, les Assemblées sont saisies des causes de conflits. Informées par les diverses organisations intéressées, elles discutent en pleine connaissance de cause des questions en litige et votent les textes législatifs comportant les solutions désirées.

A défaut d'un Parlement fonctionnant de façon régulière, quand le pouvoir n'est exercé que par un homme seul, sans contact direct et permanent avec le peuple, les inspirations insatisfaites de celui-ci ne peuvent s'exprimer que par les manifestations violentes et les grèves.

Il importe donc que, pour notre tranquilité et notre sécurité, nous en revenions à un fonctionnement normal de la démocratie parlementaire.

Il est évident que s'il y a en France des protestations et des revendications, c'est que **les Français de différentes catégories sociales sont mécontents** du sort qui leur est fait.

On promet aux **étudiants** et aux **universitaires** des réformes qu'on ne fait pas.

On fait miroiter aux yeux des **ouvriers,** des **jeunes** et des **vieux,** des améliorations sociales qui ne se réalisent jamais.

On assure les **agriculteurs** d'une sollicitude constamment démentie par les faits.

On refuse aux **rapatriés** d'Afrique du Nord l'indemnisation qui serait une mesure de justice et l'amnistie qui mettrait un terme définitif aux séquelles d'une malheureuse période maintenant dépassée.

On rejette les revendications légitimes des **anciens combattants.**

Y a-t-il tellement lieu d'être surpris, dès lors, de ce que tous, de façon plus ou moins brutale, manifestent leur déception ?

Il y a deux façons de maintenir l'ordre dans un pays :

○ L'une, que l'on essaye actuellement d'employer, consiste à réprimer par la force les révoltes que l'on a provoquées par une politique décevante ;

○ L'autre, celle que nous voudrions pratiquer, consiste à réformer nos vieille structures sociales pour les adapter à la civilisation moderne et à permettre à chacun d'y trouver sa place et d'y vivre convenablement et dignement. **Si une bonne politique donnait satisfaction à tous, il n'y aurait pas de désordre dans l'Etat.**

Comment donner satisfaction à tous ?

Si l'on veut bien relire notre programme électoral du 5 mars 1967, on y verra que nous proposions déjà :

— Le rétablissement du fonctionnement normal de nos institutions parlementaires ;

— La reconnaissance du droit des syndicats dans les entreprises ;

— La création d'emplois par la décentralisation sur toute l'étendue du territoire national ;

— Le relèvement des salaires, des pensions et des allocations vieillesse ;

— L'abaissement de l'âge de la retraite ;

— L'application de la semaine de 40 heures et quatre semaines de congés payés ;

— La construction d'H.L.M. en plus grand nombre ;

— L'extension et la modernisation du secteur public hospitalier ;

— La généralisation des avantages de la Sécurité Sociale ;

— La rénovation de l'agriculture par l'organisation de la coopération, l'équipement collectif aux frais de l'Etat, la création d'offices régulateurs des prix et l'institution d'un système sérieux de garanties contre les calamités agricoles ;

— l'indemnisation des rapatriés et l'amnistie ; ;

— La satisfaction des revendications des anciens Combattants ;

— La défense des droits de la femme en ce qui concerne la régulation des naissances, l'égalité des salaires, le paiement intégral des pensions de reversion...

— La juste réforme de la fiscalité ;

— La refonte de l'Education Nationale des maternelles aux facultés en passant par l'enfance inadaptée ;

— La construction des Etats-Unis d'Europe ;

— La garantie de la paix dans le monde par la renonciation à la force de frappe atomique, le règlement négocié du conflit Vietnamien, l'organisation d'une aide internationale aux peuples sous-développés.

Nous n'avons pas de peine, hélas ! à démontrer qu'en **dix années de politique Gaulliste il n'a été rien fait ou il a été fait le contraire de ce que nous préconisions.**

Citoyennes et Citoyens,

Il n'y a certainement pas de raison pour que vous ne nous mainteniez pas la confiance que vous nous aviez accordée il y a un seulement.

Notre souci est de continuer notre combat pour la démocratie, pour la justice, pour la paix entre les Français et pour la paix mondiale.

Vive la République !

Louis DELMAS

Maire de Montauban
Conseiller Général
Député Sortant

Son suppléant éventuel :

Alfred CABOS
Maire de Mirabel
Président de la Coopérative Agricole

Imp. COOPERATIVE - Montauban